

# **LA DÉCLARATION SUR LA TRANSPARENCE DU FINANCEMENT POLITIQUE**

## **Le Résumé exécutif**

### **L'Objectif**

L'argent et la politique posent des problèmes pour les régulateurs, les réformateurs, et les acteurs politiques dans le monde entier. La reformation des règles du financement politique est un processus qui est toujours en cours, et il y a toujours plus de travail à faire. Pour générer des changements, il est essentiel d'avoir une communauté forte, diverse et globale dédiée à la recherche des solutions. À ce jour, on a vu peu d'efforts d'unir une telle communauté sous les principes communs de la transparence et la comptabilité du financement politique.

La Déclaration sur la Transparence du Financement Politique essaye d'unir ces parties prenantes sous une vision affirmative de comment ressemble les caractéristiques d'un système de financement politique ouvert et responsable. Nous espérons que la Déclaration puisse servir comme plateforme pour un dialogue sur les défis de régler le financement politique entre les réformateurs et d'autres acteurs politiques variés, y compris les représentants du gouvernement, les partis politiques et les candidats.

### **Le Contexte**

Cette initiative a été menée par les partenaires du projet "Money, Politics and Transparency," y compris Sunlight Foundation, Global Integrity et Electoral Integrity Project. Le document a été créé avec le contexte de la recherche qui existe déjà sur les pratiques du financement politique, et des organisations de surveillance internationales. La version préliminaire a été mise à disposition pour les commentaires du public du 1er novembre au 4 décembre. Après avoir incorporé les réactions suivant cette période de commentaire public, le projet "Money, Politics and Transparency" a lancé la déclaration finale en début 2016 avec les organisations originales qui l'ont soutenu.

La Déclaration s'appuie sur les normes régionales et internationales pour combattre la corruption et promouvoir l'intégrité dans les parlementaires et les partis politiques, y compris la Convention des Nations Unies contre la corruption et le Conseil d'Europe. Des instructions générales sur les divulgations d'information ont aussi été importantes dans la formulation de ce document, y compris les 8 Principes des Données du Gouvernement Ouvert. Les commentaires qui accompagnent la Déclaration feront référence à ces documents et aux exemples spécifiques de quelques pays.

## Le Préambule

Tout en reconnaissant que les processus électoraux et les systèmes politiques équitables, inclusifs et responsables sont essentiels pour avoir une démocratie qui prospère;

Tout en reconnaissant le rôle fondamental que les partis politiques et les candidats électoraux jouent dans une démocratie comme représentants de l'intérêt public;

Tout en reconnaissant le rôle fondamental que l'accès aux ressources financières joue dans les démocraties modernes et l'exécution des activités politiques;

Tout en reconnaissant les risques que l'argent peut poser en renforcer les structures du pouvoir injustes, introduire la corruption *quid pro quo*, l'influence indue, et autrement compromettre la capacité des acteurs politiques de servir leurs citoyens;

Tout en reconnaissant que la transparence de l'influence de l'argent dans le processus politique peut atténuer le risque de la corruption, nous aider à aborder les conflits d'intérêt actuels ou potentiels et informer l'électorat sur le processus politique;

Tout en reconnaissant que les mécanismes pour promouvoir l'égalité dans le financement politique peut augmenter la compétition dans le processus politique et avancer l'intérêt public;

Tout en reconnaissant le rôle que la surveillance et l'application jouent d'atténuer le risque de l'argent dans la politique et d'augmenter la responsabilité des acteurs politiques et des institutions;

Tout en reconnaissant le rôle croissant que l'accès à l'information et aux données, la technologie and et l'internet peut jouer dans la transparence du système de financement politique;

Tout en reconnaissant que la politique d'ouverture comprend plus que la divulgation, elle s'applique aussi à l'inclusivité, la responsabilité, et la réactivité des systèmes politiques;

Tout en reconnaissant que le contexte du financement politique, les circonstances et les traditions des pays démocratiques peuvent varier, l'esprit de ce document appliquera, et tout exception à ses principes devrait être limitée et étroitement définie;

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, nous soussignés, comme représentants du communauté global, nous accordons avec l'avancement des principes suivants et demandons aux acteurs politiques avec le pouvoir d'influencer le processus politique d'approuver et d'avancer cette déclaration.

## **1. Encourager l'inclusivité et une représentation égale.**

Les citoyens ont un droit égale de participer dans le processus politique. Par conséquent, les acteurs politiques ont le devoir de soutenir les politiques qui encouragent une représentation égale de tous, avec le centre d'attention sur les groupes qui sont traditionnellement laissés de côté du processus politique à cause d'une manque d'actifs financiers. De plus, un accès déséquilibré et usage injustifié des ressources publiques peut entraver la compétition politique et faiblir les liens entre les acteurs politiques et leur districts électoraux. Les acteurs politiques ont aussi un devoir de soutenir les politiques et pratiques qui encouragent un accès juste aux ressources privées et publiques pour les petites et nouvelles factions politiques.

## **2. S'efforcer à atténuer le rôle influençant du financement politique privé.**

Le financement privé et excessif des campagnes et des partis politiques peut influencer le résultat des élections, le processus politique, et l'équilibre dans la politique. Les acteurs politiques doivent soutenir les pratiques du financement politique qui s'efforcent à représenter les intérêts de tous dans le processus politique, et maintenir un équilibre entre l'influence des secteurs et industries différents pour réduire le risque de l'emprise politique.

## **3. S'efforcer à éviter la corruption et les risques potentiels de l'argent dans la politique.**

Étant donné les risques potentiels de l'argent dans un système politique, soit la corruption *quid pro quo*, le clientélisme, ou l'achat des votes, tous les acteurs politiques dans un système de financement politique doivent s'efforcer d'être des agents de l'intégrité. Les partis politiques, les candidats, et les élus doivent soutenir un cadre juridique destiné à aborder ces risques, et doivent aussi poursuivre le financement et exécuter les opérations à travers des pratiques qui s'alignent avec leur devoir de servir dans l'intérêt publique.

## **4. Soutenir le droit d'accès aux informations sur le financement politique.**

L'accès aux détails du financement des candidats et des partis politiques doit être reconnu comme un droit à tous. Les partis politiques ont un impact et une influence importante sur les

institutions gouvernementales, les politiques, et le processus démocratique, alors que les informations sur les revenus et dépenses des campagnes électorales peuvent informer le futur du processus politique. Les acteurs politiques ont un devoir de soutenir ce droit à travers des lois traditionnels au droit à l'information et les politiques de divulgation proactives.

#### **5. Assurer des rapport réguliers avec des informations détaillées et normées sur le financement politique.**

Les rapports sont essentiels pour surveiller la conformité avec les lois et réglementations du financement politique et pour évaluer l'éthique du système. Les acteurs politiques ont un devoir de rapporter régulièrement les sources de leur revenu, leur dépenses, leur actifs et leur dettes dans une manière normée et détaillée.

#### **6. Assurer que les informations sur le financement politique soient précises, complètes, et divulguées de manière opportune**

Les informations sur le financement politique doivent être divulguées tel que le public puisse les utiliser pour comprendre, surveiller, et participer dans le système politique. Les acteurs politiques ont un devoir d'assurer que les sources complets de leur revenu, leur dépenses, leur actifs et leur dettes sont publiés régulièrement. Pendant les périodes de la campagne, les finances de tout acteur politique pertinent doivent être disponibles au public avec assez de temps pour permettre aux citoyens de les surveiller avant les élections, avec l'aspiration finale d'une divulgation en temps réel. Les organismes gouvernementaux ont un devoir correspondant de divulguer chaque bourse et subvention fournie aux acteurs politiques vers ce même but. De plus, il est impératif que cette information soit précise, complète et que les données historiques soient maintenues.

#### **7. Assurer une accessibilité maximum aux informations sur le financement politique.**

Les informations sur le financement politique doivent être divulguées tel qu'il soit possible pour n'importe qui d'utiliser, réutiliser, et de le combiner avec des bases de données pertinentes pour mieux informer le public du paysage politique. Tout acteur politique a le devoir d'assurer que cette information soit fournie gratuitement, en accordance avec les normes des données ouvertes, et dans chaque langue du pays ou de travail pour assurer une compréhension optimale

du système de financement politique. Pour assurer que l'accès ne soit pas limité par son propre lieu géographique ou connection à l'internet, plusieurs voies de diffusion doivent être utilisées en ligne et hors ligne, lorsqu'elles soient pertinentes.

## **8. Accorder et soutenir les pouvoirs judiciaires de l'application.**

Pour assurer que ces principes tiennent suffisamment, les acteurs politiques doivent soutenir la surveillance du financement politique et des élections. Des sanctions impartiales, appropriées, et contextuelles doivent être promulguées pour dissuader aux acteurs de s'engager dans des pratiques de collecte de fonds contraire à l'éthique, de contourner les conditions des rapports ou d'autrement menacer la responsabilité ou équitabilité du système de financement politique.

## **9. Établir et soutenir les agences de surveillance indépendantes.**

Pour assurer une conformité par les acteurs politiques, un organisme d'application politiquement indépendant doit être chargé avec le rôle de surveillance du financement politique. Quand c'est nécessaire, tout acteur politique doit soutenir l'établissement des agences de surveillance avec les pouvoirs judiciaires et ressources financières suffisantes pour effectuer des audits et des investigations, et pour appliquer des sanctions pour les violations du financement politique. Les agences de surveillance doivent aussi se tenir à ces principes de transparence en divulguant proactivement des informations en ligne sur leurs activités.

## **10. Garantir les droits de surveillance indépendante par la presse libre et la société civile.**

Étant donné que la surveillance publique peut contribuer à la surveillance du processus politique et la société civile, les médias doivent être capable d'opérer librement et sans restrictions. Les acteurs politiques doivent promulguer et soutenir des lois qui promeuvent une culture de surveillance externe, y compris mais non seulement les lois de sur la liberté d'information ou les protections judiciaires contre la persécution.

## **11. Adapter aux environnements politiques et technologiques qui changent.**

Puisque les situations des cadres politiques, économiques et législatifs sont sujets à des modifications fréquentes, des réajustements subsequents aux lois et pratiques pertinents sont

essentiels. Les normes des données ouvertes peuvent changer, ainsi que les mécanismes qui assurent une large diffusion des informations sur le financement politique. Alors qu'on a des avancées dans la technologie, les méthodes par lesquelles les acteurs politiques acteurs dépensent et collectent des fonds peuvent bien changer. Des évaluations périodiques des systèmes juridiques actuels, des pratiques de mise en oeuvre, et des réformes correspondantes doivent être favorisés et encouragés quand c'est nécessaire.